Canadian Housing Acquisition Fund /
Fonds d'acquisition de logements canadiens
225 Metcalfe Street, suite 300, Ottawa, Ontario, K2P 1P9
www.acquisitionfund.ca

Description de poste

Conseiller ou conseillère juridique

À propos de l'organisation

Le Fonds d'acquisition de logements canadiens (FALC) est un organisme indépendant à but non lucratif qui contribue à faire progresser le logement abordable au moyen d'investissements, de partenariats et d'approches novatrices en matière de propriété collective et communautaire.

Fondé par des leaders du secteur du logement communautaire et s'appuyant sur une expertise en finance, en investissement et en gouvernance, le FALC travaille à renforcer le secteur du logement hors marché et à accroître les possibilités d'accès à des logements abordables partout au Canada.

Lieu de travail	Partout au Canada, avec une préférence marquée pour les personnes candidates établies en Ontario, au Québec ou en Colombie-Britannique. Le poste est offert en télétravail, avec la possibilité d'un mode de travail hybride selon le lieu de résidence de la personne retenue. Des déplacements occasionnels partout au pays sont à prévoir.
Langues	Bilinguisme français-anglais requis.
Supérieur immédiat	Présidente-Directrice générale
Statut d'emploi	Permanent, temps plein
Rémunération	140 000 $ – 165 000 $ par année, selon l'expérience et les qualifications, en plus d'un régime d'avantages sociaux.

À propos du poste

Le conseiller juridique ou la conseillère juridique fournit un soutien et des conseils juridiques dans l'ensemble des activités du FALC liées aux investissements, à l'acquisition de logements, aux partenariats, à la gouvernance et aux opérations. La personne titulaire du poste travaille en étroite collaboration avec la direction, l'équipe

des investissements et les partenaires externes afin de repérer et de gérer les risques juridiques, tout en facilitant les transactions et les initiatives qui contribuent à la réalisation du mandat du FALC.

La personne titulaire conseille l'organisation sur les acquisitions immobilières, les ententes de financement, les relations contractuelles, les questions corporatives et de gouvernance, ainsi que sur les autres enjeux juridiques découlant des activités du FALC. Elle contribue également à l'élaboration, à l'examen, à la négociation et à la mise en œuvre d'ententes avec des fournisseurs de logements, des institutions financières, des gouvernements, des consultants, des prestataires de services et d'autres partenaires.

Il s'agit d'un poste pratique et polyvalent au sein d'un organisme national en pleine croissance. La personne retenue devra être à l'aise de travailler dans plusieurs domaines du droit, faire preuve de discernement dans des situations complexes ou en évolution et traduire les considérations juridiques en conseils clairs et concrets à l'intention de collègues qui ne possèdent pas nécessairement de formation juridique.

La personne titulaire coordonne également les interventions de conseillers juridiques externes lorsque des compétences spécialisées sont nécessaires. Elle veille à ce que les mandats confiés soient clairement définis, à ce que les avis juridiques soient bien compris et à ce que leurs recommandations soient intégrées de manière appropriée aux processus décisionnels et transactionnels du FALC.

Principales responsabilités

Conseils juridiques et gestion des risques

- Fournir des conseils juridiques pratiques à la direction et aux équipes internes du FALC, ainsi que repérer, évaluer et atténuer les risques juridiques et réglementaires.
- Suivre l'évolution des lois et des règlements pertinents pour les activités du FALC dans les différentes juridictions et conseiller l'organisation sur leurs répercussions.
- Élaborer et tenir à jour des modèles de documents juridiques, des processus et des lignes directrices afin de favoriser une prise de décision cohérente.

Transactions immobilières, logement et investissements

- Fournir un soutien juridique à toutes les étapes des transactions d'acquisition de logements abordables et d'investissement, notamment en matière de vérification diligente, de structuration, de documentation et de clôture.
- Rédiger, examiner et négocier des conventions d'achat et de vente, des documents de financement, des ententes de confidentialité et d'autres documents transactionnels.
- Repérer les risques juridiques propres à chaque transaction et collaborer avec l'équipe des investissements et les conseillers juridiques externes afin d'élaborer des solutions appropriées.
- Conseiller l'organisation sur les modifications, les consentements, les renonciations et les autres questions juridiques survenant après la clôture des transactions.

Financement et contrats

- Conseiller l'organisation sur les ententes de financement, les structures de sûretés, les garanties, les ententes de subordination et les autres documents liés aux investissements.
- Rédiger, examiner et négocier des ententes avec des fournisseurs de logements, des gouvernements, des institutions financières, des consultants, des prestataires de services et d'autres partenaires.
- Contribuer à l'élaboration de cadres contractuels normalisés et veiller à ce que les principales obligations et les risques soient adéquatement documentés et gérés.

Gouvernance et affaires corporatives

- Fournir des conseils juridiques et en matière de gouvernance à la direction, au conseil d'administration et aux comités du FALC.
- Soutenir les processus du conseil d'administration et des comités, notamment en ce qui concerne les résolutions, les délégations de pouvoirs, les documents de gouvernance et les dossiers corporatifs.
- Conseiller l'organisation sur les questions corporatives, réglementaires et organisationnelles touchant le FALC en tant qu'organisme national à but non lucratif.

Conseillers juridiques externes et services juridiques

- Coordonner les mandats confiés à des conseillers juridiques externes lorsque des compétences spécialisées sont nécessaires, notamment en définissant la portée des mandats, en assurant le suivi des échéanciers et des livrables et en examinant les avis juridiques reçus.
- Veiller à ce que les avis juridiques externes soient traduits en recommandations claires et pratiques à l'intention des équipes internes et de la direction du FALC.

Recherche juridique et soutien organisationnel

- Effectuer des recherches juridiques et préparer des analyses concises, des notes d'information et des recommandations.
- Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et de procédures comportant des enjeux juridiques.
- Tenir à jour la documentation juridique, les précédents et les systèmes de suivi appropriés, et contribuer aux initiatives organisationnelles nécessitant une expertise juridique.

Qualifications requises

- Maîtrise professionnelle de l'anglais et du français, avec d'excellentes compétences en communication écrite et orale dans ces deux langues.
- Diplôme en droit d'une faculté de droit canadienne reconnue ou qualification équivalente reconnue pour exercer le droit au Canada.
- Être membre en règle d'un barreau provincial ou territorial canadien.
- **Au moins cinq ans d'expérience juridique pertinente depuis l'admission au barreau**, idéalement dans les domaines de l'immobilier, des transactions commerciales, de la finance, du droit des sociétés, du logement abordable ou d'un domaine étroitement lié.
- Expérience démontrée dans la rédaction, l'examen et la négociation d'ententes commerciales et transactionnelles complexes.
- Expérience en soutien aux transactions immobilières, aux ententes de financement ou à d'autres transactions d'investissement complexes.
- Solide connaissance du droit des contrats, des transactions commerciales et de la gestion des risques juridiques.
- Capacité à analyser des enjeux juridiques et commerciaux complexes et à formuler des conseils clairs, pratiques et tenant compte des réalités commerciales.

- Excellentes aptitudes en communication écrite et orale, notamment la capacité d'expliquer clairement des concepts juridiques à des personnes qui ne sont pas juristes.
- Jugement sûr, discrétion, souci du détail et capacité à traiter des renseignements confidentiels et sensibles.
- Capacité à gérer plusieurs dossiers et des priorités concurrentes dans un environnement de travail dynamique et collaboratif.
- Capacité démontrée à collaborer efficacement avec les parties prenantes internes, les conseillers juridiques externes et les partenaires des secteurs public, privé et communautaire.

Ce que nous offrons

- Une rémunération concurrentielle et un régime d'avantages sociaux.
- La prise en charge des frais d'inscription professionnelle et des cotisations aux associations professionnelles.
- L'occasion de contribuer au développement d'un organisme national du secteur du logement ayant des retombées importantes sur les collectivités et la société.
- Un rôle juridique à la croisée du logement abordable, de l'investissement, de la finance et des politiques publiques.
- Une petite équipe collaborative, un accès direct à la haute direction et un environnement de travail entrepreneurial.

Pour postuler

Pour postuler, veuillez transmettre un seul fichier contenant votre lettre de motivation et votre curriculum vitæ à l'adresse suivante: **careers@acquisitionfund.ca**. Les candidatures seront examinées au fur et à mesure de leur réception.

Nous invitons les personnes candidates à consulter le site Web du FALC pour en apprendre davantage sur l'organisation, son mandat et ses activités. Nous les encourageons également à se familiariser avec le rôle du Fonds canadien de protection des loyers (FCPL) et avec le contexte plus large du logement dans lequel s'inscrivent les activités du FALC.

Le FALC s'engage à favoriser un milieu de travail inclusif et encourage les candidatures de personnes issues de tous les horizons et ayant des expériences de vie diversifiées, notamment les peuples autochtones, les personnes racisées, les personnes en

situation de handicap, les membres de la communauté 2ELGBTQIA+ ainsi que toute autre personne contribuant à la diversité de notre organisation.